

Rapport de l'atelier de restitution des résultats de l'étude

« Analyse des approches et méthodes
de projets et programmes
de développement rural au Burundi »



Dr. Ir. Célestin NIYONGERE, Institut des Sciences
Agronomiques du Burundi, ISABU

Dr. Ir. Nicodème NIMENYA, Université du Burundi

16 février 2022

ATAB

Assistance technique à la Coopération européenne
pour le développement rural du Burundi

AT AGRINATURA Burundi (ATAB - Assistance Technique d'Agrinatura au Burundi) est un programme d'Assistance Technique à la Coopération européenne pour le développement rural du Burundi.

Cette Assistance Technique est assurée par un consortium composé d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche, d'organisations de la société civile en Europe et au Burundi.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne son contenu relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne



UNIVERSITE DU BURUNDI
Le grenier du savoir



Reseau Burundi
2000 Plus



UNIVERSITY of
GREENWICH

NRI | Natural Resources Institute

Tableau de matières

Résumé exécutif	2
Introduction	4
1 Ouverture de l'atelier	5
2 Les présentations des résultats de l'étude	5
3 Les échanges après les présentations	6
4 Clôture de l'atelier, conclusions et recommandations.....	7
Annexes.....	9

Résumé exécutif

Au Burundi, le paysage institutionnel de l'appui au développement rural est vaste, avec de nombreux acteurs publics et privés, bilatéraux et multilatéraux.

Malgré une volonté affichée d'œuvrer en cohérence les unes avec les autres, de multiples interventions non concertées coexistent, ainsi que des chevauchements d'approches et de méthodes d'accompagnement des populations, avec des conséquences souvent négatives en termes de coûts humains et financiers.

C'est pourquoi, la Délégation de l'Union européenne (DUE) à Bujumbura a souhaité confier à l'ATAB une étude qui documente et analyse les différentes approches du développement présentes sur le terrain afin d'apporter les éléments nécessaires pour que les partenaires opérationnels puissent orienter leur choix d'approche de manière informée. Par conséquent, un atelier de partage des résultats issus de cette étude a été organisé. Ce document est le recueil des échanges et informations partagés lors de l'atelier, et il apporte des recommandations et conclusions qui ont pu être tirées des échanges.

Les objectifs fixés pour cet atelier ont été : i) d'informer les acteurs du développement rural du Burundi sur les principales approches et méthodes mises en œuvre dans le domaine de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Résilience (SAN&R) et en proposer une typologie ; ii) d'éclairer les acteurs institutionnels (DUE et ses partenaires, le Gouvernement, les agences de coopération, etc.) sur les meilleures options d'intervention en fonction du contexte ; iii) d'échanger sur les défis de faire une étude comparative quantitative des approches et méthodes ; iv) de discuter des leçons à tirer pour la mise en œuvre future des interventions au Burundi et la possibilité d'harmoniser ou de rendre complémentaire les approches.

Voici les différentes approches analysées dans l'étude avec une phrase clé qui les caractérise brièvement :

- Exploitation Familiale Intégrée Continue & Compétitive (EFICC) : *Autonomisation des ménages « modèles » avec des standards minimum (0,5ha) et encadrement des exploitations avec le choix des associations culturelles rentables.*

- Champs – Ecole – Producteur (CEP) : *Apprentissage en équipe & entraide mutuelle des membres autour des BPA (bonnes pratiques agricoles) « Chaque CEP est unique-selon les besoins ».*

- Plan Intégré du Paysan (PIP) : *Autonomisation & planification avec des rôles précis au sein du ménage à terme (Slogan : Mbona iyo ngana).*

- Exploitation Modèle Economiquement Rentable (EMER) : *Améliorer l'exploitation des bénéficiaires des vaches choisi au sein des CEP (Slogan : Wampaye inka/Chaînes de solidarité).*

L'étude propose une typologie des différentes approches sur base de 2 critères : premièrement l'objectif de l'intervention (urgence, ou développement), et deuxièmement la cible de l'intervention : « filière », ménage, exploitation, communauté.

Les principaux constats de l'étude concernent l'application des approches par les organisations et les bénéficiaires. L'étude met en évidence que sur le terrain on peut trouver une même organisation qui applique différentes approches en fonction des financements disponibles des différents bailleurs. Ces organisations peuvent travailler avec les mêmes bénéficiaires et par conséquent, les bénéficiaires font souvent l'hybride des différentes approches en connivence avec les acteurs de ces organisations.

Les présentations faites ont suscité de l'intérêt des participants qui étaient constitués des représentants de la DUE, du personnel du secteur académique, des représentants des

ONGs, des Ambassades et du Ministère en charge de l'environnement, de l'Agriculture et de l'élevage (MINEAGRIE).

Les échanges ont porté sur la difficulté de mesurer l'impact de l'application des approches. D'une part à cause de la différence de pas de temps entre la mise en œuvre d'une approche qui exige un temps relativement long (plus de 3 ans) et les périodes d'implémentation des projets financés qui sont souvent courtes. D'autre part, selon la catégorie des bénéficiaires de ces approches : pauvres, très pauvres ou moins pauvres, qui rendent la mesure cet impact plus ou moins complexe.

Effectivement la principale limite de l'étude réalisée est de ne pas avoir pu comparer de manière quantitative les approches avec une méthodologie standard. Les chercheurs sont invités à s'investir dans une **méthodologie standard de comparaison des approches** à l'aide d'indicateurs socio-économiques pouvant être quantifiés. A ce propos, la DUE a souligné l'importance capitale de la **mobilisation et l'usage des données socio-économiques** solides pour l'aide à la décision à l'évaluation des politiques publiques.

Dans un second temps les discussions ont mis l'accent sur le besoin de rétablir un cadre de dialogue entre les différents acteurs des programmes de développement rural au Burundi. La DUE dans son mot de clôture, a appuyé sur ce point en montrant sa volonté de participer à ce type de **cadre de dialogue**. Ce comité entre les partenaires techniques et financiers et le MINEAGRIE aurait pour objectif entre autres, de faciliter les échanges sur l'application des approches de développement dans le monde rural pour plus d'efficacité et d'efficience de leur mise en œuvre sur le terrain.

Cet atelier a été l'occasion pour confirmer **l'intérêt porté par l'ensemble des différents participants sur la réactivation d'un cadre de dialogue** qui permettrait d'échanger sur l'application des différents approches et méthodes sur le terrain. Au-delà des questions d'harmonisation, l'importance de travailler sur la **définition des standards communs et un cadre de référence partagé** a été jugée comme prioritaire à traiter dans ce cadre.

Introduction

L'Analyse des approches et méthodes mises en œuvre dans le domaine de la SAN&R des populations a été commanditée par la DUE au Burundi et a été confiée à l'ATAB (voir Annexe 2 : Termes de référence de l'étude). ATAB a, à son tour, aligné Prof. Philippe LEBAILLY (expert international), Université de Liège, *Gembloux Agro-Bio Tech*, Belgique ; Dr. Ir. Célestin NIYONGERE (expert national), phytopathologie/Horticulture, Institut des Sciences Agronomiques du Burundi, (ISABU) et Dr. Ir. Nicodème NIMENYA (expert national), économie agricole, Université du Burundi (UB), Faculté d'Agriculture et Bio ingénierie (FABI) pour exécuter l'étude en 2020.

La restitution de l'étude a été reportée à maintes reprises pour différentes raisons. La pandémie de Covid-19 n'a pas facilité l'organisation logistique de l'atelier en limitant la mobilité de l'expert international. L'organisation de l'atelier a requis l'harmonisation des agendas des différents acteurs clés qui devaient y participer en particulier les officiels au Burundi. L'atelier de restitution des résultats de l'étude a été finalement organisé en date du 16 février 2022, dans les enceintes de l'Université du Burundi, un milieu jugé neutre pour faire la restitution de l'étude comparée des approches et d'animer les débats y afférents de manière impartiale. (voir Annexe 1 : Termes de référence de l'atelier)

L'atelier a été organisé en trois phases : (i) les discours d'ouverture prononcés respectivement par la représentante de l'ATAB, le représentant de la Délégation de l'Union européenne et le Recteur de l'Université du Burundi ; (ii) présentation de restitution de cette étude par deux consultants, respectivement Dr Ir NIYONGERE Célestin et Dr Ir NIMENYA Nicodème, (iii) la discussion des résultats de l'étude suivi de la clôture par le représentant de la Délégation de l'Union européenne.

I Ouverture de l'atelier

Madame Myriam PEREZ a représenté l'ATAB pour le discours d'ouverture, elle a parlé brièvement des principaux objectifs de cette restitution sur l'étude des approches. Ensuite, le représentant de l'UE, Monsieur Arnold JACQUES DE DIXMUDE a présenté les interventions de l'UE dans les différents domaines à savoir (i) le partage des connaissances et le savoir, (ii) l'appui pour la résilience aux crises politique, économique, et sanitaire ; (iii) l'appui au développement durable pour la croissance économique, l'inclusion sociale et l'environnement, (iv) la pérennisation des résultats dont ces modes d'approches en milieu rural et leur fonctionnement en fonction du contexte, (v) il a également parlé des projets en gestation qui vont capitaliser les leçons apprises. D'où l'importance d'avoir une analyse comparée des différentes approches du développement pour éclairer la prise de décisions et la conception des interventions de l'UE plus efficaces, efficaces et à impact durable.

Le Recteur de l'Université, Prof. Sanctus NIRAGIRA, a d'abord remercié la DUE, l'ATAB et les partenaires techniques et financiers présents et a prononcé un mot d'ouverture en précisant les objectifs de l'atelier, l'état des lieux de la mise en œuvre des différentes approches et les principaux constats sur terrain ayant motivé cette étude. Il a terminé son allocution en invitant les participants à s'activer dans les échanges autour de cette étude d'importance capitale pour le pays.

2 Les présentations des résultats de l'étude

Voir Annexe 4.

Présentation par Dr Ir NIYONGERE Célestin

- Le commanditaire et l'équipe de l'étude ;
- Information sur l'ATAB ;
- Objectifs de cet atelier : Informer, éclairer ; échanger et discuter ;
- Principes méthodologiques et étapes de l'étude ;
- Contexte politique de la SAN & R ;
- Principales approches rencontrées dans la SAN&R ;
- Raisons de coexistence de plusieurs approches ;
- Acteurs des approches dans la SAN&R ;
- La mise en œuvre de plusieurs approches sur le terrain ;
- Justification de l'étude sur base des réalités de terrain

Seconde présentation par Dr Ir NIMENYA Nicodème

- Rappel des principales approches de développement mises en œuvre au Burundi ;
 - Typologie des approches mises en œuvre au Burundi ;
 - Analyse comparative des approches. Quelles implications de leur application sur le terrain ?
 - Présentation détaillée des cinq principales approches par ordre de leur période estimée de mise en œuvre au Burundi :
- (1) Exploitation Familiale Intégrée Continue & Compétitive (EFI à EFICC : 2006)
Autonomisation des ménages « modèles » avec des standards minimum (0,5ha) et encadrement des exploitations avec le choix des associations culturelles rentables ;
 - (2) Champs – Ecole – Producteur (CEP, 2008 & reconnue en 2016) : *Apprentissage en équipe & entraide mutuelle des membres autour des BPA (bonnes pratiques agricoles) « Chaque CEP est unique-selon les besoins »*
 - (3) Plan Intégré du Paysan (PIP, 2013) : *Autonomisation & planification avec des rôles précis au sein du ménage à terme (Slogan : Mbona iyo ngana) ;*

- (4) Exploitation Modèle Economiquement Rentable (CEP à EMER: 2016): *Améliorer l'exploitation des bénéficiaires des vaches choisi au sein des CEP (Slogan: Wampaye inka/Chaînes de solidarité) ;*
- (5) Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF, 2017) : *Accompagnement sociologique des processus de changement de pratiques et mise en œuvre des actions de façon solidaire*

3 Les échanges après les présentations

Le sujet a suscité de l'intérêt des participants qui étaient constitués des représentants de la DUE, du personnel du secteur académique représenté au haut niveau avec la présence du Recteur de l'Université, des représentants des ONGs, des Ambassades et du Ministère en charge de l'environnement, de l'Agriculture et de l'élevage (MINEAGRIE).

Après les deux présentations, une séance des questions et commentaires a été organisée sous la modération de Myriam PEREZ.

Interventions / Questions	Réponses / observations
Commenter l'existence de l'approche des centres de rayonnement au niveau des coopératives mises en place sous l'initiative du gouvernement, et le constat de mise en œuvre incorrecte de l'approche CEP par rapport à sa théorie d'origine.	La réponse a été que ces centres de rayonnement ont également besoin des approches pratiques et harmonisées pour véhiculer les différentes technologies de développement dans le monde rural. C'est une réalité de terrain, la mise en œuvre de toutes les approches accuse des variations selon les organisations et elles évoluent dans le temps en incluant d'autres composantes dont celles sociales et économiques.
Explications par rapport à l'approche PIP visant l'autopromotion dans un processus de changement pour une utilisation optimale des ressources des ménages et des communautés.	La mise en œuvre de cette approche exige un temps relativement long (plus de 3 ans) alors que les projets sont financés avec des périodes souvent courtes. Il est important de considérer cette dimension temps pour changement de comportement, et espérer une durabilité et efficacité de l'approche. La coexistence sur le même terrain des approches qui mettent en avant la gratuité représente aussi un obstacle à la mise en œuvre de ces approches visant l'autopromotion .
Nécessité de distinguer des approches autochtones de celles introduites ainsi que les performances dans leurs milieux d'origine. Prendre en compte dans l'analyse l'historique des approches. Pourquoi certaines apparaissent pendant que d'autres disparaissent ?	Il a été expliqué que l'étude n'a pas orienté ses analyses dans les origines des approches et cela peut faire objet d'une autre étude plus approfondie (voir Annexe 5). En outre, il est difficile de comparer des approches qui ne sont pas mise en œuvre dans les mêmes conditions.
Appréciation de la neutralité observée dans cette étude d'analyse des approches du monde rural.	Le participant a exprimé une nécessité de préciser les contours de la motivation de l'introduction de chaque approche, sa durabilité ou anticipation de son impact avec une analyse approfondie d'autres incitations de l'approche comme octroi de vaches ou bonnes semences.

<p>Constat des approches comme EMER, EFFIC, PIP qui font la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat qui sont à promouvoir et éviter la gratuité qui peut maintenir les gens dans la pauvreté.</p>	<p>La nécessité de considérer l'innovation paysanne avec comme vision le transfert des technologies au niveau des approches d'intervention.</p> <p>L'intervention des approches devient durable quand la production est orientée en visant les besoins du marché.</p>
<p>L'information par rapport au forum national paysan tenu en 2019 qui avait recommandé l'harmonisation des approches.</p>	<p>Le forum a recommandé de mettre en place un comité mixte pour proposer une approche pouvant conduire à l'efficacité, l'efficience et la durabilité des interventions. Toutefois, ce comité n'est pas encore mis en place depuis 2019.</p> <p>Il a été évoqué dans l'atelier qu'il serait souhaitable de réactiver ce cadre d'échanges entre les différents acteurs autour de l'application des approches de développement.</p>
<p>Les préalables à considérer dans l'appréciation de chaque approche selon le temps nécessaire, la catégorie des bénéficiaires et leurs impacts socio-économiques.</p>	<p>La mise en œuvre des approches demande du temps suffisant pour évaluer son impact et aussi selon la catégorie des bénéficiaires.</p> <p>Il a été suggéré d'analyser l'objectif de chaque approche, pour qui et pourquoi l'harmonisation/ complémentarité des approches. Le représentant du MINEAGRIE a prôné de travailler en synergie pour avoir une seule approche nationale et éviter les cas de confusion face aux différentes approches envers les mêmes bénéficiaires.</p>
<p>Constat des différentes dimensions des approches et l'absence du cadre de dialogue entre les partenaires de développement et le MINEAGRIE.</p>	<p>La dimension sociale, économique et accompagnement des groupes vulnérables avec des appuis gratuits.</p> <p>Comme l'exemple de PRONIANUT (Programme National intégré d'Alimentation et de Nutrition) qui a un protocole de référence sur lequel tous les intervenants font référence. Il a été demandé au représentant du MINEAGRIE de transmettre le message afin d'activer le cadre de rencontre/espace de coordination, qui pourra contribuer entre autres dans l'harmonisation de ces approches.</p>

4 Clôture de l'atelier, conclusions et recommandations

Le mot de clôture a été prononcé par Gianpietro DE CAO au nom de la DUE au Burundi. Il a précisé qu'il y a besoin de **réactiver le cadre de dialogue** entre les partenaires et le MINEAGRIE pour faciliter les échanges sur l'application de ces approches dans le monde rural pour plus d'efficacité et efficience de leur mise en œuvre sur le terrain. Gianpietro DE CAO a aussi souligné l'importance capitale de la **mobilisation et l'usage des données socio-économiques** dans l'aide à la décision à l'évaluation des politiques publiques.

Dans ce sens, les chercheurs sont invités à s'investir dans une **méthodologie standard de comparaison des approches** à l'aide d'indicateurs socio-économiques pouvant être quantifiés. La principale limite de l'étude réalisée est de ne pas avoir pu comparer de manière quantitative les approches avec une méthodologie standard, néanmoins l'étude pose les bases pour amener la démarche plus loin. Une équipe de l'Université du Burundi a déjà proposé une note conceptuelle d'un projet de recherche pour relever ce défi (voir Annexe 5).

Une recommandation qui peut être tirée des échanges serait d'enrichir l'analyse avec une **comparaison des approches à l'échelle internationale**. Certaines approches peuvent aboutir à des résultats mitigés en fonction du contexte national. Quoique cet aspect soit au-delà de la portée des TdRs régissant cette étude, il peut paraître intéressant de creuser davantage sur ce volet dans une autre étude. Également **l'analyse historique des origines des approches** peut faire objet d'une autre étude plus approfondie.

Lors des échanges le forum national paysan tenu en 2019 a été évoqué, et notamment la recommandation de mettre en place un comité mixte pour proposer une approche pouvant conduire à l'efficacité, l'efficience et la durabilité des interventions. Toutefois, ce comité n'est pas encore mis en place depuis 2019. Cet atelier a été l'occasion pour confirmer **l'intérêt porté par l'ensemble des différents participants sur la réactivation d'un tel cadre de dialogue** qui permettrait d'échanger sur l'application des différentes approches et méthodes sur le terrain.

La **question de l'harmonisation des approches** a été évoquée par le représentant du MINEAGRIE. Il a prôné de travailler en synergie pour avoir une seule approche nationale et éviter les cas de confusion face aux différentes approches envers les mêmes bénéficiaires. Pour le MINEAGRIE la réactivation de ce comité serait l'occasion d'activer un cadre de rencontre/espace de coordination, qui pourrait contribuer entre autres dans l'harmonisation de ces approches. Cependant la question de l'harmonisation des approches n'a pas fait l'unanimité auprès des participants à l'atelier. L'importance de travailler sur la **définition des standards communs et un cadre de référence partagé** a été jugée comme prioritaire à traiter dans ce cadre de dialogue.

L'atelier a commencé à 9h30 minutes a été clôturé autour de 13 heures, dans une ambiance agréable.

Annexes

A1 : Termes de référence de l'atelier

A2 : Termes de référence de l'étude « *Analyse des approches et méthodes mises en œuvre par les projets et programmes de développement au Burundi* »)

A3 : Dépliant d'invitation à l'atelier

A4 : Présentations des résultats

A5 : Proposition de recherche approfondie

A6 : Liste de participants

Annexe I : Termes de référence de l'atelier



AT AGRINATURA Burundi (ATAB)

Assistance Technique à la Coopération Européenne pour le développement rural du Burundi

Atelier de restitution des résultats de l'étude

« *Analyse des approches et méthodes mises en œuvre par les projets et programmes de développement au Burundi* »

Termes de références

1 – CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En Mai 2019, l'association AGRINATURA¹ a signé un contrat avec la Délégation de l'UE au Burundi (DUE) pour la mise en œuvre d'une "**Assistance Technique d'AGRINATURA au Burundi**", ATAB.

L'objectif de l'ATAB est de **contribuer à la réduction durable de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition au Burundi** et de façon spécifique « **améliorer l'impact de la coopération européenne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), et pour une agriculture améliorant durablement la résilience de la population burundaise** ».

Cette ambition recouvre trois (3) grands domaines ou résultats :

1. **Des études scientifiques et techniques** afin d'identifier les défis/besoins de l'agriculture burundaise et favoriser les prises de décision et les concertations sectorielles.
2. **Des formations** en direction des institutions publiques et privées au Burundi, actives dans la SAN&R.
3. **Une communication élargie** sur les produits réalisés dans le cadre de l'intervention.

L'ATAB s'appuie sur deux groupes de travail (GT), en Europe² et au Burundi³.

Dans le cadre des activités qui rentrent dans le domaine des **Etudes scientifiques et techniques**, la DUE au Burundi a sollicité l'intervention de ATAB pour conduire une analyse des Approches et Méthodes mises en œuvre par les Projets/Programmes œuvrant à la lutte pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et pour la résilience des populations (SAN&R). L'étude a été finalisée en Juillet 2020, validée par la DUE en Août 2020.

Conformément aux TdR qui la régissaient, l'étude avait pour finalité de : (i) faire un recueil des concepts sous-tendant les approches du développement agricole et rural ; (ii) faire un inventaire des projets/programmes intervenant dans la SAN&R et de leurs approches ; (iii) faire une

¹ Réseau d'universités et de centres de recherche en Europe : <https://agrinatura-eu.eu/>

² iCRA, WUR, NRI, SLU, CIRAD

³ Université du Burundi, ISABU, CAPAD, RBU2000+

description analytique des logiques qui justifient ces approches, de leurs effets et impacts attendus (théorie du changement) ; (iv) faire une analyse critique et constructive de la mise en œuvre de ces approches / méthodes dans le contexte du Burundi ; (v) proposer à la DUE et à ses partenaires des éléments d'orientation stratégique pour des interventions concertées et harmonisées auprès des populations rurales; mener deux à trois études de cas (projets, interventions) révélateurs des approches/ méthodes analysées à partir desquels des leçons pourront être tirées à l'avenir.

Sur le plan méthodologique, l'étude fut le résultat d'une large consultation des acteurs impliqués dans la SAN&R. Les résultats de l'étude ont pour ambition de contribuer au renforcement de l'efficacité et de l'impact de leurs interventions en mettant fin à la coexistence et au chevauchement d'approches et méthodes aux conséquences souvent négatives en termes de coûts humains et financiers.

L'étude a ainsi mis en évidence 5 approches d'intensification agricole qui sont : (i) PIP (Plan Intégré du Paysan) ; (ii) EFICC (Exploitation Familiale Intégrée Continue et Compétitive) ; (iii) CEP (Champs Ecole Producteurs) ; (iv) EMER (Exploitation Modèle Economiquement Rentable) et (v) CEF (Conseil à l'Exploitation Familiale). Cette dernière approche étant trop récente, elle n'a pas retenu l'attention de la mission sur le plan opérationnel. Les quatre premières approches ont alors été comparées selon une dizaine de critères incluant l'autonomie, l'appropriation, anticipation, participation à la vie communautaire, inclusion de la dimension genre, production, revenu, compétitivité, respect de l'environnement et les exigences en financement. Il est apparu que certaines de ces approches sont centrées sur la filière ou le produit (CEP & EMER) tandis que d'autres sont plus orientées sur l'exploitation familiale agricole (PIP et EFICC).

La mise en œuvre de ces approches est souvent facilitée par les services en finance rurale offerts, par exemple par les associations ou Communautés d'Epargne et de Crédit communautaire (SILC/CECI; AVEC/VSLA; MUSO/VICOBA). Un exemple illustratif de cette intégration d'approches est celui de la Caisse de résilience (CdR) qui est une combinaison de trois pôles, un pôle technique (CEP) avec un pôle financier (VSLA) et un pôle social (Club d'Ecoute Communautaire (CEC), qui se complètent et se renforcent mutuellement.

Dans le cadre des activités de Communication élargie des produits réalisés, l'ATAB propose d'organiser le **10 février 2020** un atelier de partage des résultats issus de cette étude.

Les présents TdR en détaillent les objectifs et le contenu.

2 – OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'INTERVENTION

Objectifs :

- ✓ Informer les acteurs du développement rural du Burundi sur les principales approches et méthodes mises en œuvre dans le domaine de la SAN&R et en proposer une typologie ;
- ✓ Eclairer les acteurs institutionnels (DUE et ses partenaires, le Gouvernement, les agences de coopération, etc.) sur les meilleures options d'intervention en fonction du contexte ;
- ✓ Echanger sur les défis de faire une étude comparative quantitative des approches et méthodes ;
- ✓ Discuter des leçons à tirer pour la mise en œuvre future des interventions au Burundi et possibilité d'harmoniser ou de rendre complémentaire les approches ;

Résultats attendus de l'atelier :

- ✓ Les principaux acteurs du développement interagissent et se connaissent pour d'éventuelles futures collaborations en tenant compte des complémentarités observées ;
- ✓ Les résultats de l'étude Approches et méthodes mise en œuvre par les projets/programmes de développement sont restitués et discutés ;
- ✓ Des défis sur une étude quantitative comparative sont mis en relief ;
- ✓ Des leçons et acquis pour une opérationnalisation des approches dans le futur sont esquissés ;
- ✓ Des critères de choix d'une approche par rapport à une autre selon l'environnement et le contexte sont discutés et validés par les participants.

3 – MÉTHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE ET CALENDRIER

La méthodologie de mise en œuvre comporte deux principales phases : une phase préparatoire et l'animation proprement dite de l'atelier.

a) Phase préparatoire

Les deux consultants locaux feront les activités suivantes :

- ✓ Relecture du rapport de l'étude sur « *Analyse des approches et méthodes mises en œuvre par les projets et programmes de développement* » ;
- ✓ Synthèse du cadrage méthodologique, des résultats, conclusions et recommandations, sous format Powerpoint;
- ✓ Préparation d'une note de synthèse de 2 pages maximum de type dépliant à distribuer aux participants ;
- ✓ Dresser une liste des acteurs clés, au moins deux par approche, à convier à l'atelier en fonction de leur rôle dans la promotion et la mise en œuvre des approches/méthodes ;
- ✓ L'envoi des invitations se fera au minimum deux semaines avant la tenue de l'atelier ;
- ✓ La liste des institutions à convier à l'atelier ainsi que leurs adresses physiques sont reprises à l'annexe A1 ;
- ✓ Faire valider par la DUE l'Agenda de l'atelier (ci-dessous) ;
- ✓ Apprêter la logistique nécessaire pour une participation en visioconférence de l'expert international.

Afin d'éclairer l'opinion, une présentation détaillée des principaux résultats de l'étude sera privilégiée. A cet effet, deux présentations complémentaires de 20 minutes chacune seront organisées. La première est consacrée à l'introduction, méthodologie de conduite de l'étude et typologie des approches. La deuxième focalise son intérêt sur l'analyse comparative des approches et met en relief les principales conclusions et recommandations.

Les consultants locaux échangeront régulièrement leurs présentations avec le consultant international qui les validera. Après une validation en interne, les présentations seront soumises à la DUE avant la tenue de l'atelier.

b) Animation de l'atelier

Les deux présentations évoquées ci-dessus seront faites par les consultants locaux. L'expert international participera par visioconférence. Deux présentations spécifiques aux approches, d'une durée moyenne de 20 minutes seront faites. Elles sont précédées d'un mot d'ouverture et suivies d'une séance de débats de 3 heures, à qui l'atelier veut réserver une place de choix. Une trame d'animation pour ce moment de débats sera proposée par les consultants, elle fera l'objet d'une validation en interne par l'équipe de l'ATAB; elle sera soumise à la DUE avant la tenue de l'atelier. Les présentations s'étendront sur une demi-journée selon le calendrier ci-dessous. Des activités préparatoires de cet atelier sont reprises dans un calendrier à part et repris à l'annexe A2.

Chronogramme des activités de l'atelier de partage des résultats

Intervalle de temps	Activité	Responsable
8h00 – 8h50	Accueil et installation des invités	CECODDA
8h50 – 8h55	Présentation du programme	Modérateur/DUE/un des consultants
8h55 – 9h05	Mot d'ouverture	DUE/Représentant du MINEAGRIE
9h05-9h25	Présentation 1 : Cadrage de l'étude : introduction & approches méthodologiques	Consultant international
9h25 – 9h45	Présentation 2 : Typologie des approches	Consultant local 1
9h45 – 10h05	Pause-café	CECODDA
10h05 – 10h25	Présentation 3 : Résultats de l'étude comparative des approches et méthodes	Consultant local 2
10h25 – 13h25	Questions/réponses et débats autour des approches pour plus d'échanges	Consultants 1 & 2 et modérateur
13h25-13h30	Clôture de l'atelier	DUE
13h30	Déjeuner	CECODDA

4 – PÉRIODE, LIEU ET DURÉE

Période et Lieu : Bujumbura, une demi-journée (de 9h00 à 13h00) de la date du 10 du mois de février 2021 dans un hôtel/restaurant ayant une salle de réunion suffisamment vaste pour

respecter la distanciation sociale pour un public de 50 participants. Le bureau CECODDA, partenaire local de l'ATAB, sera chargé de trouver le lieu de rencontre et d'assurer la logistique de l'atelier (pauses, organisation de la salle, ...).

Durée : La phase préparatoire requiert deux (2) jours de relecture et de préparation des présentations pour chacun des consultants locaux ainsi qu'un (1) jour pour chacun d'eux de préparation de la liste des invités et d'envoi des invitations. En plus, il faut prévoir une journée pour le consultant International de préparation et coordination des présentations, plus une demi-journée de participation lors de l'atelier. L'animation de l'atelier se fera pendant une demi-journée conformément au calendrier ci-haut proposé.

Le rapportage de l'atelier sera réalisé sur un total d'une journée pour chacun des deux experts locaux : rappel des objectifs et résultats attendus, résumé des débats et conclusions, liste des participants et institutions, évaluation, ...

5 – BUDGET

ATAB va confirmer le budget en tenant compte : (i) des frais de déplacement des invités en fonction des barèmes en vigueur à la DUE ; (ii) des frais de location de la salle de réunion ; des honoraires des consultants locaux et (iii) d'autres frais logistiques divers (location de salle, pause-café pour une cinquantaine de personnes).

Annexe 2 : Termes de référence de l'étude « Analyse des approches et méthodes mises en œuvre par les projets et programmes de développement au Burundi »)



AT AGRINATURA Burundi (ATAB)

Assistance Technique à la Coopération Européenne pour le développement rural du Burundi

Analyse des Approches et Méthodes de Projets / Programmes
TdR

I. CONTEXTE

En Mai 2019, l'association AGRINATURA⁴ a signé un contrat avec la Délégation de l'UE (DUE) au Burundi pour la mise en œuvre d'une "**Assistance Technique d'AGRINATURA au Burundi**", ATAB.

L'objectif général (impact) de l'ATAB est de **contribuer à la réduction durable de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition au Burundi**.

Son objectif spécifique (effet) est d'**améliorer l'impact de la coopération européenne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), et pour une agriculture améliorant durablement la résilience de la population burundaise**.

Cette ambition est réalisée à travers l'engagement des acteurs impliqués dans la lutte pour la sécurité alimentaire et la résilience (SAN&R), dans trois (3) grands domaines ou résultats :

1. **Des études scientifique et techniques** afin d'identifier les défis / besoins de l'agriculture burundaise et favoriser les prises de décision et les concertations sectorielles.
2. **Des formations** en direction des institutions publiques et privées au Burundi, actives dans la SAN&R.
3. **Une communication élargie** sur les produits réalisés dans le cadre de l'intervention.

L'ATAB s'appuie sur deux groupes de travail (GT), en Europe et au Burundi. En Europe, le GT est composé des membres d'Agriatura tels que iCRA, WUR, NRI, SLU, CIRAD. Au Burundi, le GT est formé de : Université du Burundi, ISABU, CAPAD, RBu2000+⁵

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un défi majeur pour les autorités burundaises et pour ses partenaires au développement, internationaux comme nationaux. Le Burundi présente des indicateurs alarmants en termes de pauvreté des populations majoritairement rurales, qui pour leur grande majorité ne bénéficient pas d'un accès régulier à une alimentation variée et riche en diversité nutritionnelle.

De nombreuses initiatives existent au Burundi pour apporter des réponses concrètes à ces nombreuses contraintes. L'Union Européenne est un acteur majeur dans cette lutte pour la survie de la population burundaise. Ses Etats membres (Belgique, Pays-Bas, France, Allemagne, ...) mettent en œuvre des programmes de développement rural, dans une logique de complémentarité. Sans oublier d'autres

⁴ Réseau d'universités et de centres de recherche en Europe : <https://agrinatura-eu.eu/>

⁵ WUR : Université de Wageningen (Pays-Bas), NRI : Natural Research Institute (Angleterre), SLU : Université de Stockholm (Suède), CIRAD : Coopération Internationale pour la Recherche Agricole pour le Développement (France) ; ISABU : Institut des Sciences Agronomiques du Burundi, CAPAD : Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement, RBu2000+ : Réseau Burundi 2000+

institutions telles les Nations-Unies et leurs agence FIDA, FAO, très impliquées dans les conditions de valorisation des filières agricoles et de résilience. Signalons que cette synergie avec des institutions non-européennes constitue un des trois axes d'intervention de l'UE et des ses Etats membres au Burundi (Pays-Bas, Belgique, France) et de la Suisse pour lutter pour la SAN&R. Les autres axes étant : i) le développement socio-économique et l'accès aux services de base, ii) le soutien au processus démocratique.

Au Burundi le paysage institutionnel de l'appui au développement rural est vaste, avec des nombreux acteurs publics et privés, bilatéraux et multilatéraux. Malgré une volonté affichée d'œuvrer en cohérence les uns avec les autres, le constat est hélas régulièrement fait de multiples interventions non concertées, avec des conséquences souvent négatives en termes de coûts humains et financiers, ainsi que d'approches et de méthodes d'accompagnement des populations (chevauchements). Concernant ces dernières, les plus souvent mises en œuvre sur le terrain sont les Champs Ecole Paysans (CEP), Plan Intégré du Paysan (PIP). Elles sont portées sur le terrain soit par des projets, soit par des ONG (RBU2000+, COPED, ...), soit par des organisations paysannes (CAPAD, ...), ainsi que par les services déconcentrés de l'Etat. Les interventions de ces acteurs ont également des formes diverses, conjointes ou isolées.

Les présents Termes de référence ont pour objet d'analyser quelques-unes des principales approches des intervenants au développement du Secteur rural au Burundi, spécifiquement en matière de SAN&R.

II. OBJECTIF ET RÉSULTATS ATTENDUS DE L'INTERVENTION

Objectifs

Contribuer au renforcement de l'efficacité et l'impact de l'aide à travers l'harmonisation (ou la recherche de la complémentarité) des approches de différents intervenants

Résultats attendus

Le rapport d'étude, d'un maximum de 50 pages, fournira des réponses aux éléments suivants :

- Un bref rappel des principaux concepts sous-tendant différentes approches du développement agricole et rural⁶
- Un inventaire des programmes et projets de développement rural actuels au Burundi et de leurs approches / méthodes d'interventions auprès des bénéficiaires, particulièrement en matière de SAN et de résilience de populations. Les bénéficiaires évoqués ici sont les acteurs du développement rural et des filières agricoles, individuels ou en groupements
- Volet théorique : Une description analytique des logiques qui justifient ces approches, de leurs effets et impacts attendus (Théorie du changement) : comment les actions prévues atteindront les résultats attendus auprès des bénéficiaires ? Quelles hypothèses sous-tendent ces logiques ? Quels liens possibles entre ces diverses approches ?
- Volet pratique : Une analyse critique et constructive de la mise en œuvre de ces approches / méthodes (dans le contexte du Burundi) :

. Similarités / différences,

. Forces / faiblesses,

⁶ Des compléments d'informations pourront être ajoutés en annexe du rapport

. Effets / impacts auprès des bénéficiaires⁷ : Autonomie, Appropriation, Anticipation, Participation à la vie communautaire, Inclusion de Genre, Production, Revenus, Compétitivité, Environnement, Biodiversité, etc.

- Proposer à la DUE et à ses partenaires des éléments d'orientation stratégique pour des interventions concertées et harmonisées auprès des populations rurales
- Deux à trois études de cas (projets, interventions) révélateurs des approches / méthodes analysées, à partir desquels des leçons pourront être tirées à l'avenir

III. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Préambule : dans le texte qui suit le terme « Expert » est générique, il peut inclure une équipe d'experts.

L'étude se déroulera en 7 phases :

1. **Réunion de démarrage** entre le Groupe de Coordination et l'Expert afin d'harmoniser la compréhension des termes de références, fournir les premières orientations à l'étude. Cette réunion pourra être virtuelle (visio-conférence)
2. **Revue bibliographique** des approches / méthodes et concepts (résultat attendu n°1), des travaux et documents antérieurs et actuels sur la SAN&R au Burundi, sur les approches utilisées par les intervenants, les changements attendus, etc. (voir résultats attendus plus haut)

Cette première phase commencera au domicile de l'expert et se poursuivra tout au long de la phase de terrain. Des éléments bibliographiques seront mis à disposition de l'Expert sur un site Dropbox. L'expert s'appuiera notamment sur les résultats de l'Etude de base réalisée dans le cadre de l'ATAB en 2019.

3. **Phase de terrain** au Burundi qui commencera par une séance de débriefing à la DUE, et durant laquelle l'Expert procédera à une série d'entretiens et de visites auprès des principaux acteurs de la SAN&R au Burundi, comme par exemple (indicatif) :
 - Les populations rurales (producteurs/trices) individuels ou en groupements, tous secteurs confondus : productions végétales, animales, halieutiques, sylvicoles, ...
 - Le Groupe de Travail de l'ATAB au Burundi : Université du Burundi, ISABU, CAPAD, Rbu2000+
 - Les représentations au Burundi des Etats membres de l'UE : Belgique, Allemagne, Pays-Bas, France, etc.
 - Les autres organisations bilatérales et multilatérales : Suisse, FAO, Banque mondiale, FIDA, ...
 - Les institutions publiques aux niveau central et délocalisé
 - Les ONG internationales et nationales oeuvrant au Burundi dans le secteur rural : OXFAM, CORDAID, ICCO, Technoserve, Agriprofocus, World Vision, etc., ADISCO, COPED, etc.
 - Etc.

Lors de cette phase d'enquête, il est recommandé de faire appel à des étudiants qui seront formés à l'application de guides d'entretiens, cela dans le cadre de stages. Leurs déplacements (frais de vie, hébergement, transport, ...) seront pris en charge par l'étude (voir budget plus bas).

A l'issue de cette phase, l'Expert proposera un « mapping » des acteurs et de leurs approches / Méthodes d'intervention, au Burundi. Sur le modèle déjà élaboré pour le secteur WASH (voir fichier attaché).

4. **Une restitution des résultats provisoires** de l'étude, à Bujumbura, devant la DUE et les principaux partenaires. Un rapport intermédiaire succinct ou un aide-mémoire pourra être remis à cette occasion

⁷ En direction des producteurs individuels et en groupement

5. **Analyse et Rapportage** : De retour au domicile, l'Expert procédera à une analyse plus approfondie des informations collectées sur le terrain, s'appuyant également sur les observations recueillies lors la réunion de restitution (étape précédente).

Un rapport provisoire sera transmis à la DUE et aux Groupes de Travail.

6. **Réunion de restitution du rapport de l'étude** : durant une journée maximum. Les principales analyses et conclusions de l'étude seront présentées à la DUE et à ses partenaires. Cette séance de travail se tiendra à Bujumbura (séjour n°2 de l'expert international) mais aussi possiblement par visio-conférence.
7. **Finalisation et envoi du rapport final**, tenant compte des informations et observations issues de la dernière réunion de restitution.

IV. SOUTIEN TECHNIQUE ET LOGISTIQUE

L'équipe d'experts sera accompagnée dans la réalisation de sa mission par l'Unité de Gestion de l'ATAB et son coordinateur, mais aussi au Burundi par le bureau CECCODA SA. Ce dernier assurera à l'Expert les meilleures conditions de travail sur place : transport, facilités d'accueil (visa), logements, bureau avec connexion internet, etc.

V. Expertise

Dans le texte qui suit le terme « Expert » est générique, il peut inclure une équipe d'experts.

L'étude sera réalisée par une équipe de 2 à 3 experts : 1 international + 1 à 2 nationaux.

Expert International (chef de mission, rédacteur principal) :

- . Titulaire d'un diplôme supérieur en Développement rural : Master, Doctorat (PhD)
- . Spécialiste en agronomie ou socio-économie du développement rural
- . Au moins 15 ans d'expérience dans le secteur du développement rural
- . Une très bonne connaissance des diverses approches et méthodologies, théoriques et pratiques, des interventions du développement rural en Afrique, et particulièrement au Burundi
- . La participation active à des écrits et publications sur les interventions d'appui au développement en milieu rural serait appréciée.
- . Une expérience du développement rural au Burundi
- . Maîtrise du Français et de l'anglais, si possible du Kirundi.

Expert National (Recherche et Développement rural) :

- . Titulaire d'un Doctorat en développement agricole et domaines associés : agronomie, agroéconomie, socio-économie, agroalimentaire, etc.
- . Auteurs de publications sur les logiques d'intervention en milieu rural et sur la SAN
- . Expérience d'interventions d'appui au développement aux populations rurales : filières agricoles, SAN, ...
- . Très bonne connaissance du paysage institutionnel du développement rural au Burundi
- . Bonne maîtrise du Français et du Kirundi

Les membres du Consortium AGRINATURA seront sollicités pour apporter leurs contributions au rapport.

Les conditions contractuelles des experts mobilisés seront réalisées conformément aux dispositions entendues avec le Groupe de Coordination du projet⁸.

Le rapport final de l'étude sera **remis à la DUE au plus tard le 1er Avril 2020**.

VI. PÉRIODE ET DURÉE

L'étude se déroulera sur une durée totale de 63 H/J entre le 6 Janvier et le 31 mars 2020 selon la chronologie suivante (indicatif) :

	Phases / Etapes	Lieu	Période de prestation (Janv-Mars 2020)											
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	Réunion démarrage	Domicile/Bdi												
2	Revue biblio	Domicile												
3	Enquêtes terrain	Burundi												
4	Restitution interméd	Burundi												
5	Analyse / Rapportage	Domicile												
6	Restitution finale	Domicile/Bdi												
7	Finalisation/Envoi Rapport	Domicile												

NB : une semaine d'un expert ne sera pas forcément occupée uniquement par l'étude.

La répartition des jours entre experts sera comme suit :

Expert international : 38 jours

Experts nationaux : 25 jours

L'équipe décidera d'un commun accord de la répartition entre les experts nationaux.

⁸ « Les tâches décrites dans les TdR pourront solliciter la contribution d'une équipe d'experts. Si celle-ci est constituée par une même entité, un contrat sera signé entre celle-ci et l'ICRA. Dans le cas contraire et si une équipe doit être constituée de spécialistes issus d'organisations diverses, le chef de mission sera la personne jugée la plus qualifiée. La prestation de chaque expert sera contractualisée directement avec leur organisation respective » (extrait du rapport de démarrage, Juillet 2019)

Annexe 3 : Dépliant d'invitation à l'atelier

Introduction du travail fait

Au Burundi, le paysage institutionnel de l'appui au développement rural est vaste, avec de nombreux acteurs publics et privés, bilatéraux et multilatéraux.

Malgré une volonté affichée d'oeuvrer en cohérence les unes avec les autres, de multiples interventions non concertées coexistent, ainsi que des chevauchements d'approches et de méthodes d'accompagnement des populations, avec des conséquences souvent négatives en termes de coûts humains et financiers.

C'est pourquoi, la Délégation de l'Union européenne (DUE) à Bujumbura a souhaité confier à l'ATAB une étude qui documente et analyse les différentes approches du développement présentes sur le terrain afin d'apporter les éléments nécessaires pour que les partenaires opérationnels puissent orienter leur choix d'approche de manière informée.

Sur le plan méthodologique, l'étude fut le résultat d'une large consultation des acteurs impliqués dans la SAN&R (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Résilience des populations).



ATAB

Assistance technique Agrinatura au Burundi

AT AGRINATURA Burundi (ATAB - Assistance Technique d'Agrinatura au Burundi) est un programme d'Assistance Technique à la Coopération européenne pour le développement rural du Burundi.

Cette Assistance Technique est assurée par un consortium composé d'institutions d'enseignement supérieur et de Recherche, d'organisation de la société civile en Europe et au Burundi.



WAGENINGEN
UNIVERSITY & RESEARCH



UNIVERSITY of
GREENWICH
NRI | Natural Resources Institute



UNIVERSITE DU BURUNDI
Le grenier du savoir



Reseau Burundi
2000 Plus



Analyse des Approches et Méthodes de Projets et Programmes de développement rural au Burundi

*Atelier
de restitution
des résultats*

16 février 2022, Bujumbura

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne son contenu relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



Projet financé par l'Union européenne



Approches et méthodes différentes, impacts différents

IMPACTS	PIP	EFICC	CEP	EMER
Autonomie	***	***	*	**
Appropriation	***	****	**	***
Anticipation	****	****	**	***
Participation à la vie communautaire	****	****	***	****
Inclusion de genre	***	**	***	***
Production	***	****	**	***
Revenus	***	****	**	***
Compétitivité	***	****	****	****
Environnement	***	****	**	***
Financement	***	***	****	***

NB. Pour chaque dimension considérée, l'appréciation qualitative va de * = faible à **** = très important

Objectifs de cet atelier

- **Informier** les acteurs du développement rural du Burundi sur les principales approches et méthodes mises en œuvre dans le domaine de la SAN&R et en proposer une typologie ;
- **Eclairer** les acteurs institutionnels (DUE et ses partenaires, le Gouvernement, les agences de coopération, etc.) sur les meilleures options d'intervention en fonction du contexte ;
- **Echanger** sur les défis de faire une étude comparative quantitative des approches et méthodes ;
- **Discuter** des leçons à tirer pour la mise en œuvre future des interventions au Burundi et la possibilité d'harmoniser ou de rendre complémentaire les approches ;



• **Exploitation Familiale Intégrée Continue & Compétitive (EFICC)**



• **Champs - Ecole - Producteur (CEP)**



• **Plan Intégré du Paysan (PIP)**



• **Exploitation Modèle Economiquement Rentable (EMER)**

Quelles implications de l'application de différentes approches sur le terrain ?

- Différents bailleurs appuient différents types de programmes : «urgence» et «développement» avec des approches différentes
- Au centre d'intervention des différentes approches on trouve des cibles différentes : «filière», ménage, exploitation, communauté

Comment orienter le choix de l'approche à adopter ?

Comment travailler en complémentarité entre acteurs sur le terrain ?



- En effet, une même organisation peut appliquer différentes approches en fonction des financements disponibles face aux mêmes bénéficiaires
- Par conséquent, les bénéficiaires font souvent l'hybride des différentes approches en connivence avec les acteurs de ces organisations

Comment avancer vers une concertation en vue d'une appropriation institutionnelle cohérente et une harmonisation des interventions sur le terrain ?

Annexe 4 : Présentations des résultats



ANALYSE DES APPROCHES ET MÉTHODES DE PROJETS/PROGRAMMES AU BURUNDI



Février 2021

ATAB

Assistance technique Agrinatura au Burundi



ATAB

Assistance Technique Agrinatura au Burundi



Plan de l'exposé



1. Le commanditaire et l'équipe de l'étude
2. Information sur l'ATAB
3. Objectifs de cet atelier
4. Principes méthodologiques et étapes de l'étude
5. Contexte politique de la SAN & R
6. Principales approches rencontrées dans la SAN & R
7. Raisons de coexistence de plusieurs approches;
8. Acteurs des approches dans la SAN & R
9. La mise en œuvre de plusieurs approches sur le terrain
10. Justification de l'étude sur base des réalités de terrain

ATAB

Assistance Technique Agrinatura au Burundi

Le commanditaire et l'équipe de l'étude

- L'étude a été commandité par la Délégation de l'Union Européenne et confiée à ATAB (Assistance Technique d'Agrinatura au Burundi-deux groupes de travail)
- L'ATAB a contracté l'Unité d'économie et développement rural – Agro-Bio Tech, ULg qui a constitué une équipe de consultants :
 - Prof. Philippe LEBAILLY, développement rural, GxABT/ULg/ International
 - Dr. Ir. Célestin NIYONGERE, phytopathologie/Horticulture, ISABU
 - Dr. Ir. Nicodème NIMENYA, économie agricole, FABI/UB.
- L'équipe reste reconnaissant à vous tous pour vos contributions dans les résultats de cette étude, le soutien de l'équipe de l'UE et les groupes de travail de l'ATAB,



GRUPE MIXTE DE TRAVAIL au Burundi et en Europe

- **Burundi : CAPAD, RBU2000+, UB, ISABU**



- **Europe : NRI (GB), WUR (NL), CIRAD (F), SLU (Suède), iCRA (NL)**



ATAB

Assistance Technique Agrinatura au Burundi

Objectifs de cet atelier



- **Informer** les acteurs du développement rural sur les principales approches et méthodes mises en œuvre dans le domaine de la SAN&R et en proposer une typologie ;
- **Eclairer** les acteurs institutionnels (DUE et ses partenaires, le Gouvernement, les agences de coopération, etc.) sur les meilleures options d'intervention en fonction du contexte ;
- **Discuter** des leçons à tirer pour la mise en œuvre future des interventions au Burundi et possibilité d'harmoniser ou de rendre complémentaire les approches

Principes méthodologiques et étapes



- **Approche concrète :**
 - participation active des parties prenantes à l'étude,
 - tenir compte du contexte de terrain et dynamique des changements
 - Formulation des recommandations objectives;

- **Démarche participative :**
 - privilégier les orientations consensuelles;
 - produire une vision partagée des interventions concertées et harmonisées au niveau du monde rural;

Principes méthodologiques et étapes



- Réunion de démarrage : entre la DUE et l'équipe d'experts
- **Analyse documentaire** (96 références rassemblées et analysées) : collecte, analyse & synthèse, ressortir les approches du développement agricole et rural;
- **Consultation** : Inventaire des projets/approches dans le secteur de la SAN-R auprès des Ambassades, FAO, PAM, FIDA et autres acteurs(COPED,CAPAD,RBU2000+, ACORD,ADISCO,.....)
- **Travail de terrain** : Collecte des données: 42 personnes rencontrées et 3 études autour d'aspects de la SAN-R (genre, Elevage et semences) & Enquêtes (Gitega, Ngozi et Mwaro) sur 6 collines;
- **Restitution** des résultats provisoires aux groupes techniques ATAB et aux partenaires;
- **Validation** des résultats auprès des partenaires consultés par mails;
- Restitution par visio-conférence du 14 mai 2020 avec l'UE suite au Covid-19;
- Intégration des commentaires et transmission du **rapport final** en mai 2020.

Contexte politique de la SAN & R

- **Une volonté politique avec un cadre d'intervention :**
 - Le Plan National de Développement du Burundi (**PND-Burundi 2018-2027**) lancé en 2018, vise entre autres, l'amélioration de la productivité agricole et la préservation des écosystèmes;
 - L'existence du **Plan National de Sécurité Alimentaire (PNSA)** en cohérence avec le CSLP et la SAN dont les objectifs sont entre autres:
 - Intensification agricole
 - Amélioration des revenus monétaires des producteurs
 - Développement des technologies post-récoltes
 - Amélioration de l'état nutritionnel de la population
 - Mise en place de dispositif de suivi, d'alerte et de réaction rapide aux crises alimentaires dans les régions à risques;
 - **Plan National Multisectoriel pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition PSMSAN I et II (2019-2023)** « était en cours de finalisation »;

Principales approches rencontrées dans la SAN& R

- **Exploitation Familiale Intégrée Continue & Compétitive (EFI à EFICC : 2006)**
 - *Autonomisation des ménages « modèles » avec des standards minimum (0,5ha) et encadrement des exploitations avec le choix des associations culturelles rentables*
- **Champs – Ecole – Producteur (CEP, 2008 & reconnue en 2016)**
 - *Apprentissage en équipe & entraide mutuelle des membres autour des BPA (bonnes pratiques agricoles) « Chaque CEP est unique-selon les besoins »*
- **Plan Intégré du Paysan (PIP, 2013)**
 - *Autonomisation & planification avec des rôles précis au sein du ménage à terme (Slogan : Mbona iyo ngana)*
- **Exploitation Modèle Economiquement Rentable (CEP à EMER: 2016)**
 - *Améliorer l'exploitation des bénéficiaires des vaches choisi au sein des CEP (Slogan: Wampaye inka/Chaînes de solidarité)*
- **Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF, 2017)**
 - *Accompagnement sociologique des processus de changement de pratiques et mise en œuvre des actions de façon solidaire*

Pourquoi la coexistence de plusieurs approches sur terrain ?



- La politique nationale de décentralisation et de développement communautaire, adoptée en 2007 avec émergence de **nouveaux acteurs du développement** rural à côté des structures étatiques: les collectivités décentralisées organisées au niveau des collines, communes et provinces;
- Les structures étatiques ayant des **moyens humains et financiers limités** (BPEAE) pour assurer l'encadrement de tous les producteurs dans le secteur agricole pour la SAN & R **et sont complétés par plusieurs intervenants**;
- Les ONG locales et internationales soutenues par **différents PTF** (UE-programme TUBEHONEZA & PRH-OCHA; FIDA; FAO; Banque Mondiale; Ambassades) jouent un rôle croissant dans le secteur agricole et développement communautaire;

Qui sont ces acteurs des approches/méthodes sur terrain?



- Les **acteurs** qui véhiculent les approches :
 - Les services de vulgarisation du **MINEAGRIE** avec des projets & ONGs,
 - Les **ONGs locales** qui utilisent les financements des différents bailleurs avec différentes approches & méthodes selon les exigences de leurs partenaires financiers;
 - Les **ONG internationales** pour des services d'ingénierie sociale comme la promotion du genre, écoute communautaire et les services financiers informels qui contribuent à renforcer la cohésion sociale et la résilience des populations rurales;
- Les **bénéficiaires** des approches: Associations paysannes/coopératives spécialisées en filières ou des ménages des agri-éleveurs;

Quelles implications de la mise en œuvre de plusieurs approches sur le terrain ?



- **Une même organisation avec différentes approches** (ex. CEP, PIP/COPED, ADISCO,..) devant les mêmes bénéficiaires qui font souvent l'hybride des approches en connivence avec les acteurs de ces ONGs;
- **Une même approche et pratiques différentes** selon les expériences des personnes/organisations et moyens disponibles : problème de standards même au sein d'une même approche,
- Plusieurs acteurs avec différentes approches et risque de **confusion/abandon** dans la mise en œuvre et cela affecte les résultats attendus sur terrain;

Justification de l'étude sur base des réalités de terrain



- Les constats du terrain :
 - ✓ Chez les acteurs qui implémentent : chevauchements d'approches avec des conséquences en coûts humains et financiers;
 - ✓ Chez les bénéficiaires : manque de standardisation des approches et risque de confusion;
- Nécessité d'avoir une analyse pour harmoniser et/ou voir les complémentarités des approches de différents intervenants pour plus d'efficacité & d'impact des appuis à la SAN & R;
- L'UE est actif dans la SAN & R et finance le programme «TUBEHONEZA» dont 3 axes (i) sécurité alimentaire, (ii) nutrition et (iii) résilience & cohésion sociale, et vise **plus d'impact de ses actions** sur terrain;
- Cette étude met à profit l'expertise d'ATAB afin d'*améliorer l'impact de la coopération européenne sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) et pour la résilience de la population burundaise.*

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

ATAB

Assistance Technique Agrinatura au Burundi



ANALYSE DES APPROCHES ET MÉTHODES DE PROJETS/PROGRAMMES AU BURUNDI

Février 2021



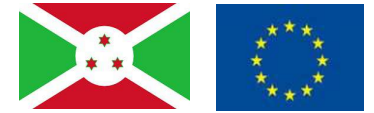
ATAB

Assistance technique Agrinatura au Burundi





Plan de l'exposé

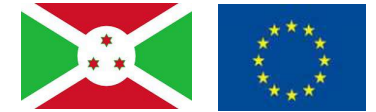


1. Pour rappel : Principales approches de développement mises en œuvre au Burundi
2. **Typologie** des approches mises en œuvre
3. **Analyse** comparative des approches. Quelles implications de leur application sur le terrain ?
4. Conclusions / Temps de débat

ATAB

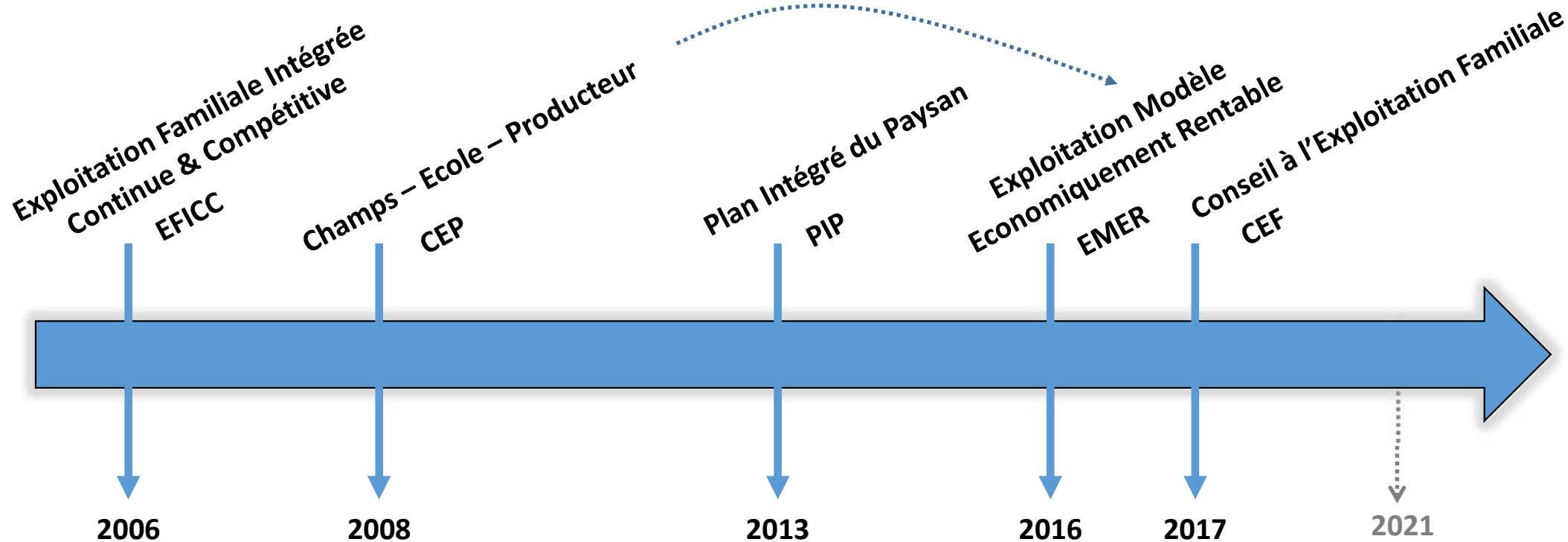
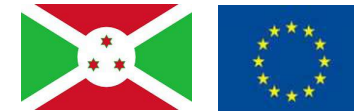
Assistance Technique Agrinatura au Burundi

Principales approches rencontrées dans la SAN& R

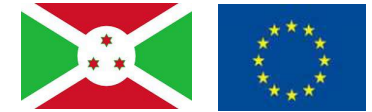


- **Exploitation Familiale Intégrée Continue & Compétitive (EFI à EFICC : 2006)**
 - *Autonomisation des ménages « modèles » avec des standards minimum (0,5ha) et encadrement des exploitations avec le choix des associations culturelles rentables*
- **Champs – Ecole – Producteur (CEP, 2008 & reconnue en 2016)**
 - *Apprentissage en équipe & entraide mutuelle des membres autour des BPA (bonnes pratiques agricoles) « Chaque CEP est unique-selon les besoins »*
- **Plan Intégré du Paysan (PIP, 2013)**
 - *Autonomisation & planification avec des rôles précis au sein du ménage à terme (Slogan : Mbona iyo ngana)*
- **Exploitation Modèle Economiquement Rentable (CEP à EMER: 2016)**
 - *Améliorer l'exploitation des bénéficiaires des vaches choisi au sein des CEP (Slogan: Wampaye inka/Chaînes de solidarité)*
- **Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF, 2017)**
 - *Accompagnement sociologique des processus de changement de pratiques et mise en œuvre des actions de façon solidaire*

La vision historique



Exploitation Familiale Intégrée Continue et Compétitive



- ***Indimiro mbumbarugo yuzuye, yamaha kandi yunguka***

- **Terre / Foncier** : > 1,5 ha avec optimum à 4ha
- **Travail** : MO familiale
- **Productions** : diversifiées
- **Continue** : Continuité alimentaire, des revenus et fertilité des sols (LEIA)
- **Compétitive**: qualité, accès au marché, prix abordable



Photo representative du type d'exploitation promue

Principaux adoptants de l'approche: LC, CIBe et leurs partenaires

- ***Ishule ndimo - Farmers field school***

- **Apprentissage mutuel** et participation interactive pour un développement des Capacités
- **Essais de démonstration** (identifier, analyser et interpréter les informations autour d'une problématique; prendre des décisions; orientations futures)
- Un des 3 pôles d'une approche intégrée dénommée **CdR de la FAO**



Photo representative d'un CEP

Principaux adoptants de l'approche: FAO, FIDA, ACORD & BPEAE

• *Mboniyongana*

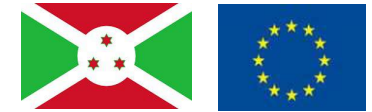
- **Motivation**, résilience et responsabilité
- **Plan de développement** de l'exploitation avec un rôle précis pour tous les membres du ménage.
- **Autonomisation** par une participation intrinsèque; intégration des opportunités présentes & collaboration au niveau individuel (**ménage**) & communautaire



Schéma réalisé par l'agriculteur dans le PIP

Principaux adoptants de l'approche: RBU200+, ADISCO, OAP, OXFAM, IFDC

Exploitation Modèle Economiquement Rentable



• *Wampayinka*

- Centrée sur **l'octroi d'un bovin** et la mise à échelle à travers la CSCA bovine
- meilleur aspect des exploitations;
- Sécurité alimentaire & rentabilité économique
- Existence d'une **comptabilité agricole**

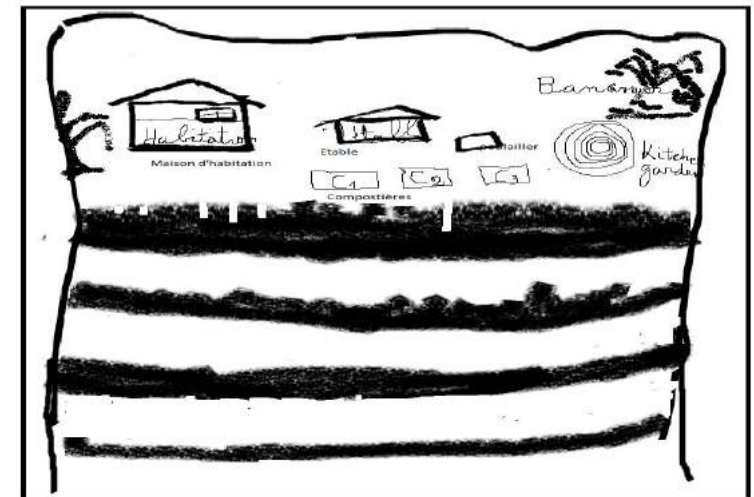
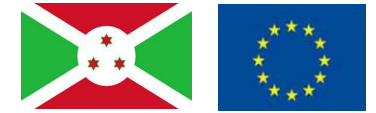


Schéma représentatif du EMER

Principaux adoptants de l'approche: ACORD & projets du FIDA dont le PRODEFI

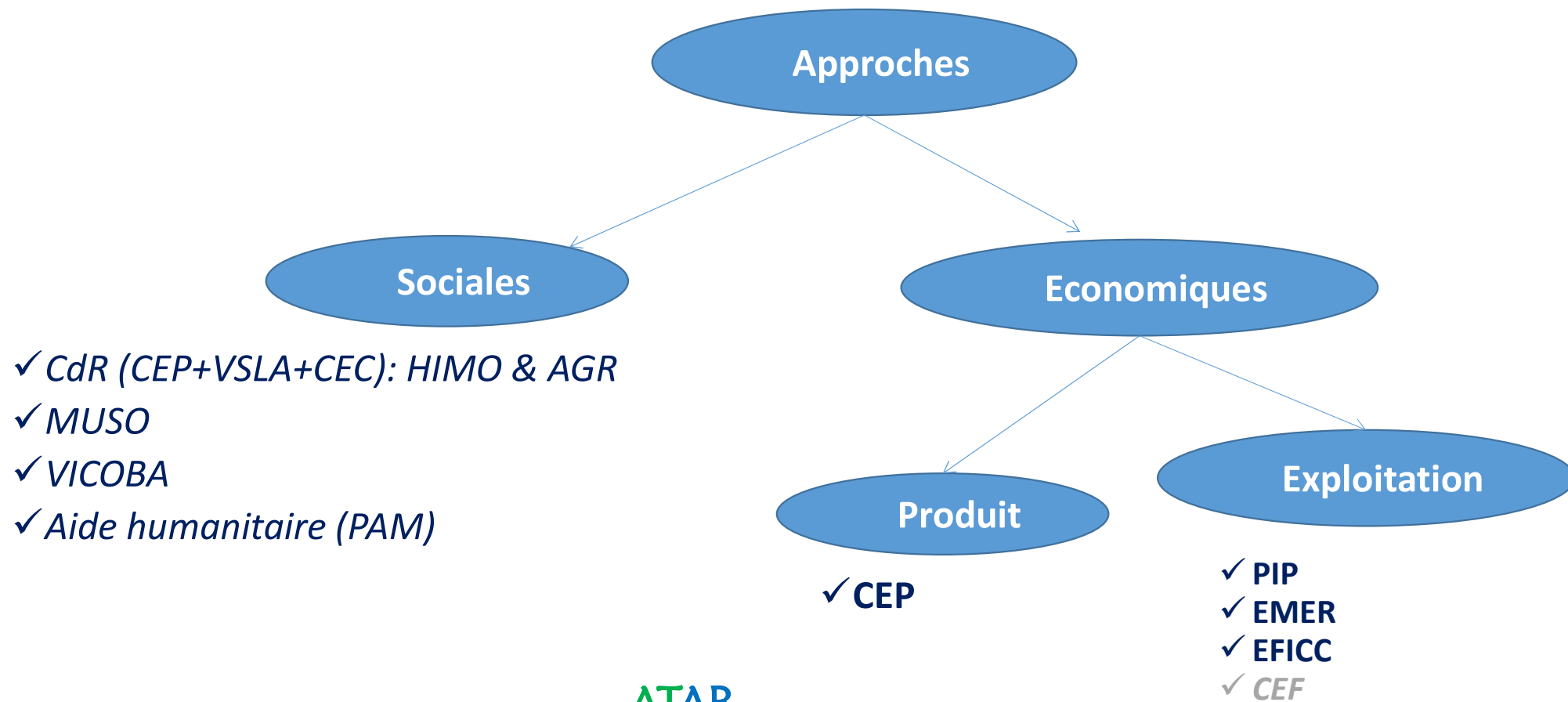
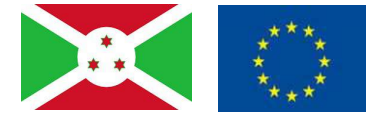
Conseil à l'Exploitation Familiale



- **Systeme agraire** : appréhender la diversité et la complexité des systèmes de production
- Approche Gerdal : accompagnement sociologique des processus de **changement de pratiques**

Principaux adoptants de l'approche: BroederlijkDelen (BD), ADISCO, CNAC

Typologie des approches & méthodes de développement agricole mises en œuvre au Burundi



Analyse comparative des approches & méthodes.

Quelles implications de leur application sur le terrain ?



- **Critères de comparaison en termes de mode opératoire :**

- Le niveau d'intervention ;
- Les critères de sélection des bénéficiaires ;
- Les méthodes d'apprentissage ;
- Le mode d'accompagnement ;
- Le système de crédit ;
- Les services offerts ;
- La dimension environnementale ;
- La prise en compte du genre ;
- La composante sociale ;
- Le dispositif de suivi.



Analyse comparative des approches & méthodes.



Quelles implications de leur application sur le terrain ?

CRITÈRE	Approches			
	EFICC (2006)	CEP (2008, 2016)	PIP (2013)	EMER (2016)
Intervention	Exploitation	Cultures individuelles ★	Exploitation/ communauté	Exploitation, choix de filières
Sélection	foncier, MOF ★	Basée sur MARP	API/PI, foncier ★	vision, foncier ★
Apprentissage	GERME (Gérer Mieux son Entreprise)	BPA (Bonnes ★ pratiques agricoles)	Vision, Plan d'action ★	GERME, GALS
Accompagnement	Paysans relais, moniteurs	Facilitateur	25 PI/250, formateurs	Staff projet, relais EMER
Crédit	ASSEC, HIMO	HIMO, VSLA	GSEC	Communautaire
Services	cultures, comptabilité	Visites, intrants	GIFS, PIC,	Vache, intrants ★
Environnement	LAE, agro-foresterie ★	AESA, tuteurage	GIE, vision colline	Modèle
Genre	Genre et DH	implicite	implicite	GALS
Social	Compétition, entraide	Encouragé	Infrastructures	CSC/modèle
Suivi	Diagnostic, cahiers ménages ★	Auto-évaluation & évaluation externe	PI	Baseline, SE, BdD comptable ★

Analyse comparative des approches & méthodes.

Quelles implications de leur application sur le terrain ?

- Toutes les approches ont **l'exploitation** comme centre d'intérêt à l'exception des CEP qui focalisent leur intervention sur des cultures individuelles;
- L'apprentissage repose sur l'approche **Gérer Mieux son Entreprise** (GERME) pour les approches EFICC et EMER; un vision et un plan d'action développé par le bénéficiaire avec la facilitation des encadreurs; les itinéraires techniques des cultures sous forme de BPA au niveau des CEP
- Les approches EFICC et EMER préconisent des cahiers ménages où sont consignées les données de la **comptabilité agricole**



Analyse comparative des approches & méthodes.

Quelles implications de leur application sur le terrain ?



- **Critères de comparaison en termes d'effets et impacts:**

- Appropriation
- Anticipation
- Communauté
- Genre
- Production
- Revenus
- Compétitivité
- Environnement
- Financement

ATAB

Assistance Technique Agrinatura au Burundi



Quelles implications de leur application sur le terrain ?

CRITÈRE	Approches			
	EFICC (2006)	CEP (2008, 2016)	PIP (2013)	EMER (2016)
Autonomie	***	* ★	*** ★	**
Appropriation	****	**	***	***
Anticipation	****	**	****	***
Communauté	****	*** ★	****	****
Genre	**	***	***	***
Production	****	** ★	***	*** ★
Revenus	****	**	***	***
Compétitivité	****	****	***	****
Environnement	**** ★	**	***	***
Financement	***	****	***	***



Quelles implications de leur application sur le terrain ?

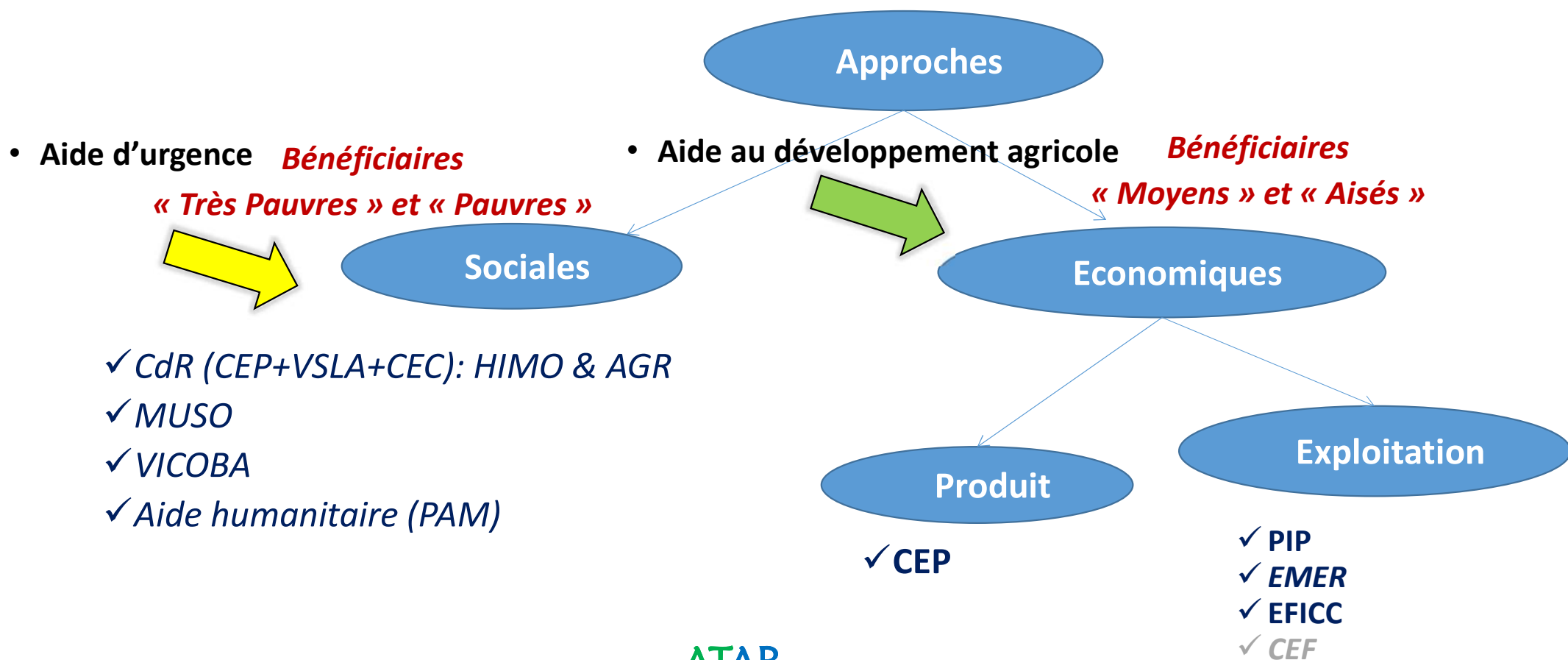
- Pour une meilleure **appropriation** des approches et une anticipation du risque par les bénéficiaires, les approches PIP, EFICC & EMER ont un avantage comparatif; **l'autonomie** est plus ressentie dans les approches CEP et EFICC;
- Si l'on veut miser sur la **compétitivité** des produits et/ou des exploitations, les approches EFICC, CEP et EMER affichent une plus-value;
- Toutes les approches permettent de booster la **production** à l'exception des CEP où les déterminants restent les taux et l'intensité d'adoption à l'échelle individuelle;
- Toutes les approches peuvent facilement intégrer la dimension **genre**

Conclusions / Temps pour le débat

Quelles sont les implications de la coexistence d'une diversité d'approches appuyés par différents bailleurs de fonds ?

- Différents bailleurs appuient différents approches, « **urgence** » et « **développement** »; avec des cibles différentes « **filière** », **ménage**, **exploitation**, **communauté**
 - ✓ Des complémentarités sont nécessaires
 - ✓ Comment travailler en complémentarité entre bailleurs ?
 - ✓ Faut-il travailler vers une **concertation** en vue d'une appropriation institutionnelle cohérente et une harmonisation des interventions sur le terrain ?

Pour rappel : Typologie des approches & méthode développement agricole mises en œuvre au Burundi

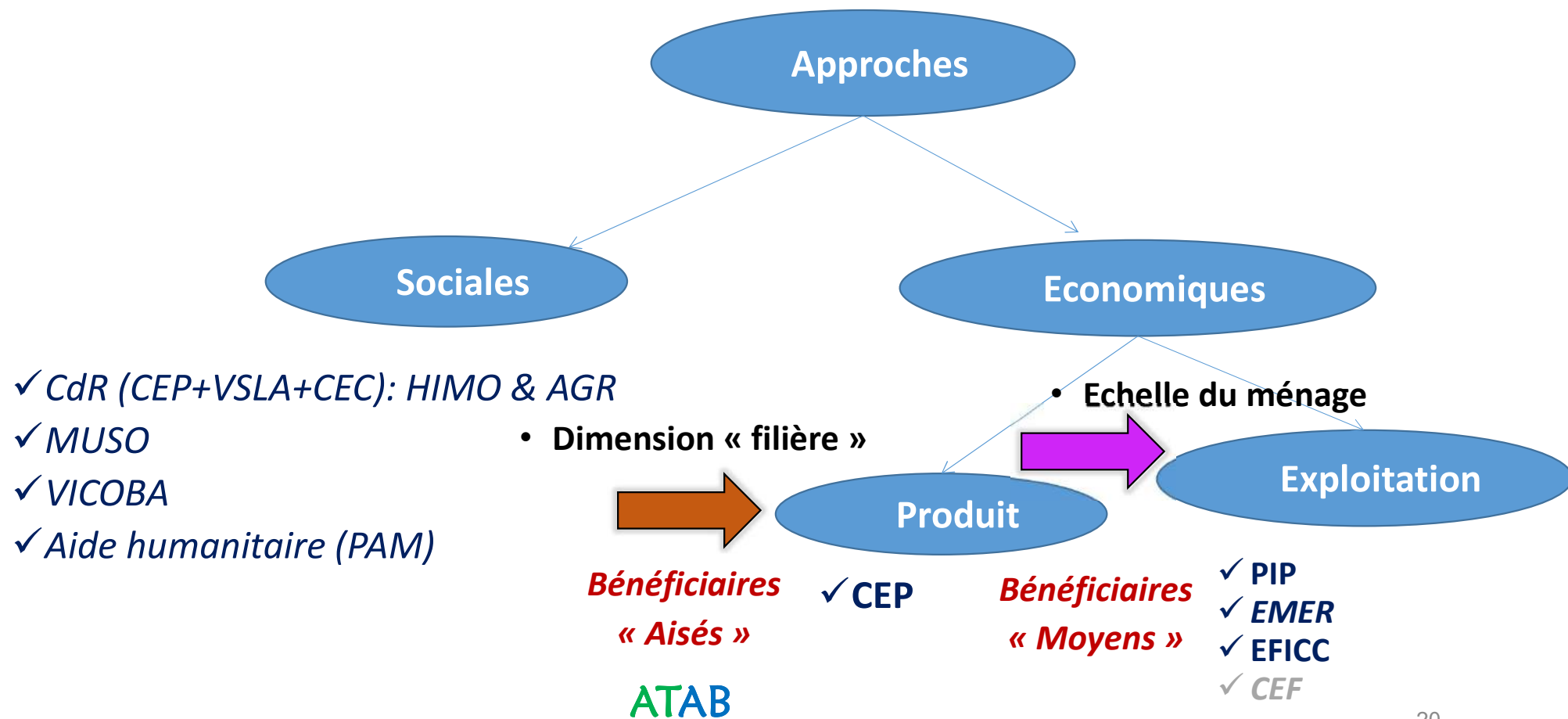


Conclusions / Temps pour le débat

Comment orienter le choix de l'approche à adopter ?

- Au **centre d'intervention** des différentes approches on trouve des cibles différentes, ***dimension « filière », ménage, exploitation, communauté***
 - ✓ Cela a des conséquences au niveau des bénéficiaires
 - ✓ Comment travailler en complémentarité entre acteurs sur le terrain ?

Pour rappel : Typologie des approches & méthodes de développement agricole mises en œuvre au Burundi

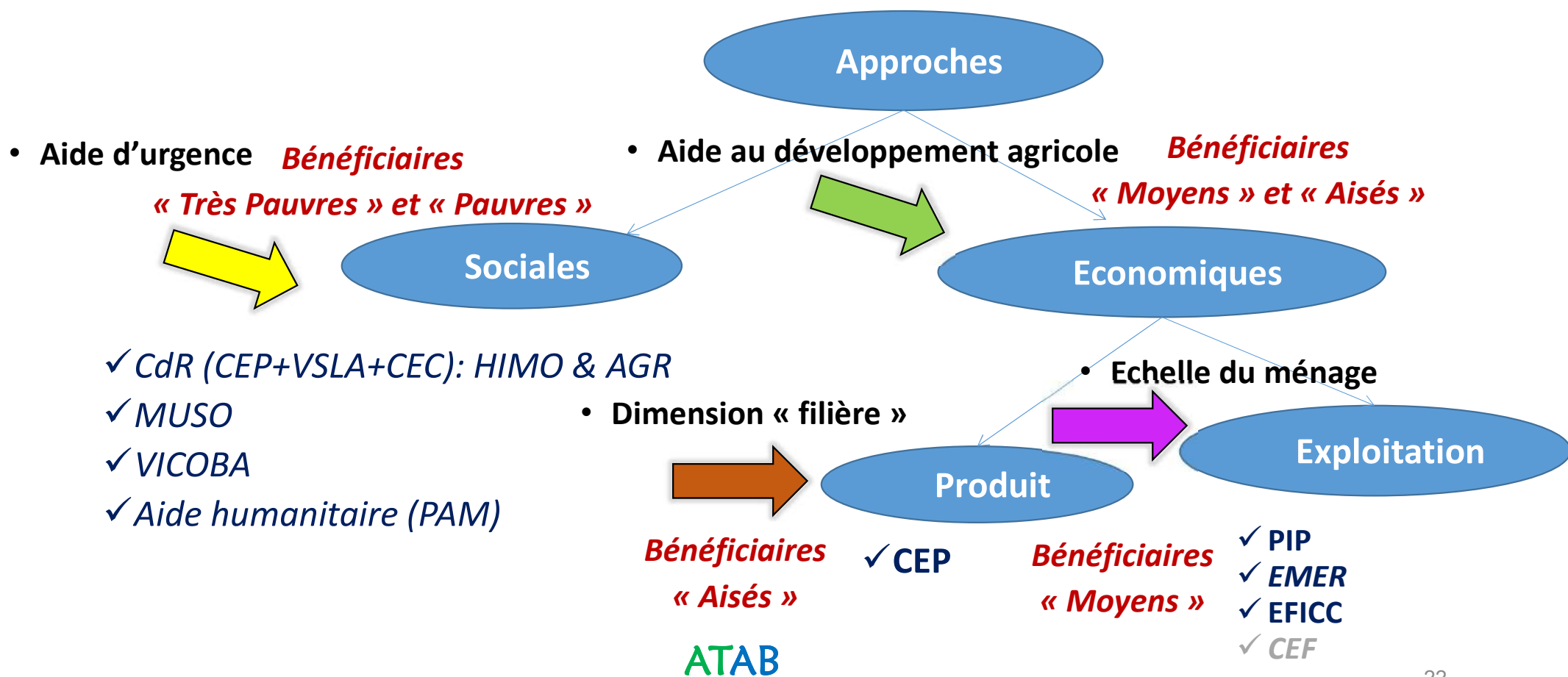


Conclusions / Temps pour le débat

Quelles sont les implications de la coexistence d'une diversité d'approches sur le terrain ?

- Différents **acteurs du terrain** appliquent plusieurs approches, ils mobilisent des **ressources humaines** pour répondre à la demande des bailleurs,
 - ✓ **Comment prendre cette réalité en compte pour une meilleure efficacité des interventions ?**
- Les mêmes **bénéficiaires** peuvent participer à l'application de plusieurs approches, **ils adaptent** ces approches à leur réalité,
 - ✓ **Comment intégrer ce constat dans la planification des interventions ?**

Pour rappel : Typologie des approches & méthodes de développement agricole mises en œuvre au Burundi



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

ATAB

Assistance Technique Agrinatura au Burundi

Annexe 5 : Proposition de recherche approfondie

Annexe 6 : Liste de participants



ASSISTANCE TECHNIQUE AGRINATURA AU BURUNDI (ATAB) - PROJET NO : FED/2-19/406-591

ATELIER DE RESTITUTION DE L'ETUDE « APPROCHES ET METHODES DE DEVELOPPEMENT »

Liste des participants

NS	Nom et Prénoms	Organisation	E.mail	Téléphone	signature
1	ZILLOTU MARCO	CORDAID	marco.zilotho@cordaid.org	79996311	
2	MURINDA Dieudonné	ACORDA	dieudonne.murindamurind@acord.bi	79941933	
3	NINSTE Pierre	CAPAD	nipetero@yaho.fr	79953128	
4	FABIANI ANDREA	AVSI	andrea.fabiani@avsi.org	79021578	
5	CLAVER KARORANYAN	ATAB	karoranyan@gnmail	99583289	
6	Jan Willem Nibbering	Amb. Pays-Bas	jan.nibbering@minbuza.nl	72029560	
7	SANNE DEMAYER	ANB. BELGIQUE	SANNE.DEMAYER@DIPLOBEL.FED.be	76347112	
8	MATEO FERDINAND	UBIFSEG	materoferdina@gmail.com	68050310	



9	BEUR MICHEL	IFDC	Mhsem@ifdc.org	78814341	
10	John MORTON	NRU (Univ. of Greenwich) J. F. RIVINGTONA	J. F. Morton@gre.ac.uk	-	
11	Constance NKRUMANA	UJ Media	constance.nkrumana@uj.edu.gh	79254185	
12	MANKRISA Emmanuel	UJ Media	emmanuel.mankrisa@uj.edu.gh	79909284	
13	ZAKANA Nicholas	BPEAC Rutana	labonawelike@yahoo.fr	79842276	
14	NYONRIMA Ernest	OA B&B	erwestinye@oapburundi.tg	79117365	
15	NENBAKUMANA Serge	UB/FAB1	sergengenda@gmail.com	69911211	
16	CISHAKYO Ernest	PATOSAC Embel	ernest.cishakyo@gmail.com	79179144	
17	DIEGUE JONAS	PARIST (Ecole)	diegue.jonass@gmail.com	91192114	
18	LEBOUT PASCAL	FRONT (Embel)	pascal.lebout@embel.be		
19	Nyigiyimana Emmanuel	UB/ Media	emmanuel.nyigiyimana@lib.ed.ac.uk	79700849	
20	HATHIRGABETA J. Claude	MUNAGRIE/UBA	manirgabeta1@gmail.com	79930636	
21	NYAMWERY Jean Claude	UB/PATCEA	nyamwery@gmail.com	61888532	
22	IRA GINA Isaac	UB/Comedia Gurika	isaac.ira@profus.edu.tz	69251634	
23					



24	MIVUKURU Zonashon	K.12/P.4.1	gonaanigmad - Co	6245252	
25	ITHUMALITHA Ireland	Inada - Formation Buwuadi	ireland.karyanawana@ inadefo.net	91530637	
26	Belnye GARDSON	Ub	antelye2@yahoo.fr	99482330	
27					
28					
29					
30					
31					
32					
33					
34					
35					
36					
37					
38					